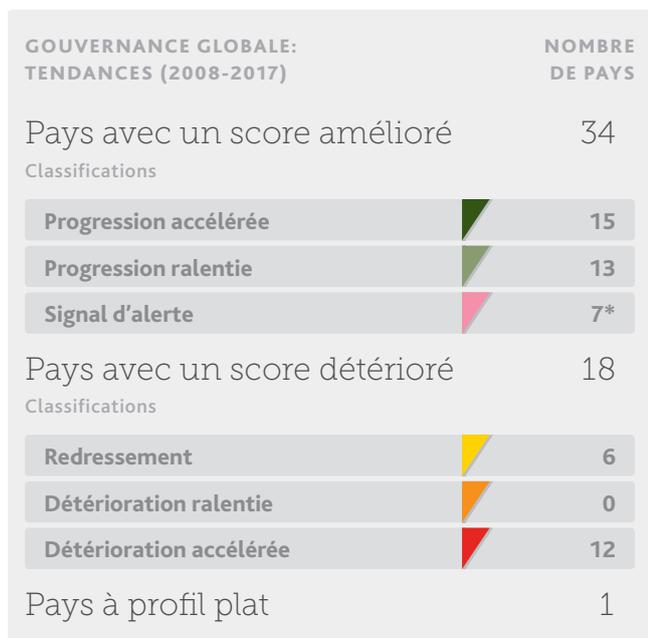
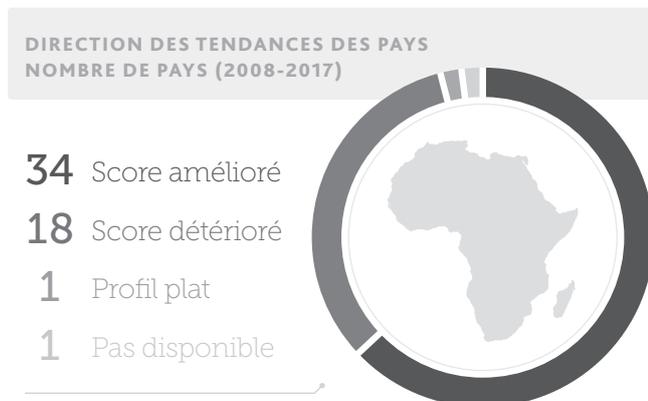

**IIAG 2018:
Gouvernance
globale**

Gouvernance globale



* Le Lesotho ne présente aucun changement au cours de la décennie et a détérioré au cours des cinq dernières années. Il est donc inclus dans cette classification.



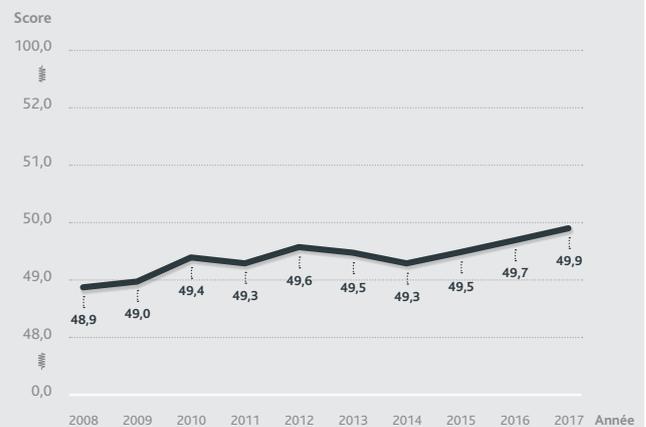
CLASSEMENT/54		2017 SCORE/100,0	TENDANCE 2008-2017
1 ^{er}	Maurice	79,5	-0,7
2 ^e	Seychelles	73,2	+4,0
3 ^e	Cabo Verde	71,1	-0,8
4 ^e	Namibie	68,6	+3,3
5 ^e	Botswana	68,5	-3,7
6 ^e	Ghana	68,1	+0,9
7 ^e	Afrique du Sud	68,0	-0,6
8 ^e	Rwanda	64,3	+5,9
9 ^e	Tunisie	63,5	+6,9
10 ^e	Sénégal	63,3	+5,9
11 ^e	Kenya	59,8	+6,1
12 ^e	Sao Tomé-et-Principe	59,2	+2,3
13 ^e	Bénin	58,7	-0,1
14 ^e	Tanzanie	58,5	+1,3
15 ^e	Maroc	58,4	+7,3
16 ^e	Burkina Faso	57,1	+4,8
16 ^e	Lesotho	57,1	0,0
18 ^e	Zambie	56,2	+1,8
19 ^e	Malawi	55,8	-1,4
20 ^e	Ouganda	55,0	+1,4
21 ^e	Gambie	54,9	+3,0
22 ^e	Côte d'Ivoire	54,5	+12,7
23 ^e	Libéria	51,6	+4,8
24 ^e	Niger	51,2	+5,6
25 ^e	Mozambique	51,0	-3,0
26 ^e	Sierra Leone	50,9	+0,5
27 ^e	Algérie	50,2	-1,3
28 ^e	Mali	50,1	-4,0
29 ^e	Égypte	49,9	+3,9
30 ^e	Togo	49,1	+5,2
31 ^e	Madagascar	49,0	-4,4
32 ^e	Swaziland	48,7	+1,4
33 ^e	Nigéria	47,9	+2,8
34 ^e	Comores	47,5	+3,9
35 ^e	Éthiopie	46,5	+2,6
36 ^e	Cameroun	46,2	-0,3
37 ^e	Guinée	45,9	+6,1
38 ^e	Djibouti	45,1	+0,8
39 ^e	Zimbabwe	44,7	+10,8
40 ^e	Mauritanie	43,4	+1,2
41 ^e	Gabon	42,4	-0,1
42 ^e	Guinée-Bissau	40,2	+0,9
43 ^e	Burundi	39,8	-5,0
43 ^e	Congo	39,8	+0,7
45 ^e	Angola	38,3	+0,7
46 ^e	Tchad	35,4	+4,6
47 ^e	RDC	32,1	-2,8
48 ^e	Guinée équatoriale	30,9	-0,1
49 ^e	Soudan	30,8	+1,4
50 ^e	RCA	29,5	-2,5
51 ^e	Érythrée	29,3	-2,9
52 ^e	Libye	28,3	-15,6
53 ^e	Soudan du Sud	19,3	.
54 ^e	Somalie	13,6	+6,0
	Moyenne d'Afrique	49,9	+1,0

La gouvernance en Afrique maintient sa tendance modérée à l'amélioration

La *Gouvernance globale* en Afrique maintient sa tendance à l'amélioration. En 2017, le continent a réalisé en matière de *Gouvernance globale* son score le plus élevé des dix dernières années (2008-2017), 49,9 sur 100,0, soit une amélioration de +1,0 point par rapport à 2008.

Trente-quatre pays, réunissant environ trois Africains sur quatre (71,6 %), ont amélioré leur gouvernance au cours de ces dix dernières années. Par contre, au moins un Africain sur quatre (27,2 %) a subi un déclin de la gouvernance dans les 18 pays dont la performance s'est dégradée au cours des dix dernières années.

Afrique : *Gouvernance globale*, score moyen (2008-2017)



Le progrès ainsi réalisé dans l'ensemble est en réalité tiré par une poignée de pays seulement, tandis que dans beaucoup d'autres l'élan continue de faiblir

L'amélioration de la *Gouvernance globale* en Afrique au cours de la dernière décennie a été irrégulière. Après une période de ralentissement entre 2010 et 2014, le score moyen est reparti à la hausse, entraîné par 15 pays dont le progrès sur la décennie s'est accéléré au cours des cinq dernières années. Ces pays hébergent près de la moitié de la population du continent (48,7 %). Il convient de souligner en particulier la rapidité des progrès réalisés par trois d'entre eux : le Kenya (passé du 19^e au 11^e rang), le Maroc (passé du 25^e au 15^e), et la Côte d'Ivoire (passée du 41^e au 22^e) - qui ont réalisé un bond spectaculaire entre 2008 et 2017.

Pays 2017	Gouvernance globale score /100,0	Tendance 2008-2017	Classification	Classement /54	Évolution du classement
Kenya	59,8	+6,1	Progression accélérée	11 ^e	+8
Maroc	58,4	+7,3	Progression accélérée	15 ^e	+10
Côte d'Ivoire	54,5	+12,7	Progression accélérée	22 ^e	+19

Pays sélectionnés : *Gouvernance globale*, scores moyens (2008-2017)

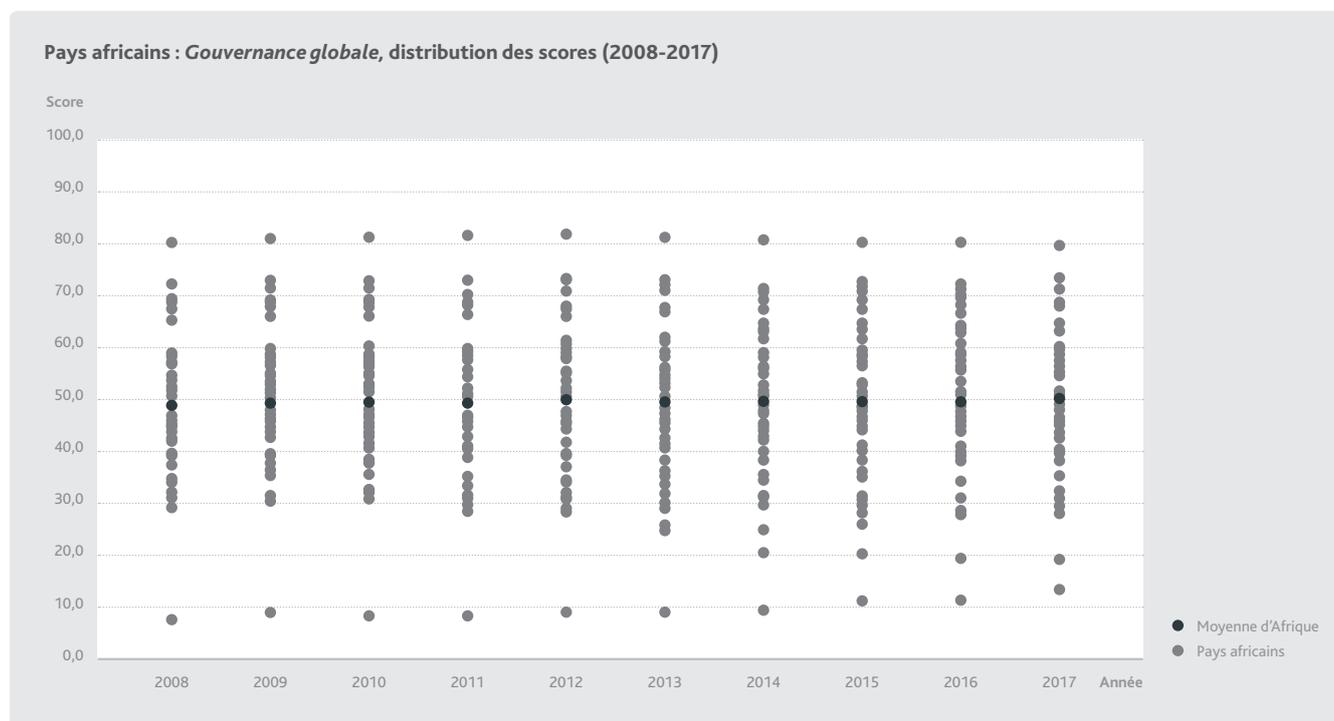


Le progrès ainsi réalisé en moyenne sur le continent, entraîné par quelques pays seulement, masque toutefois un paysage plus complexe, marqué aussi par l'essoufflement de l'élan au début de la décennie dans bon nombre d'autres pays. Plus de la moitié (19) des 34 pays qui ont amélioré leur niveau de *Gouvernance globale* au cours de la dernière décennie enregistrent un essoufflement au cours des cinq dernières années, soit que leur taux de progression ait ralenti, soit même qu'ils aient amorcé un déclin. Les facteurs diffèrent selon les pays : par exemple, la Tunisie n'est pas parvenue à maintenir son élan en matière de *Participation et Droits humains*, tandis qu'en Ethiopie c'est le fort ralentissement enregistré en matière de *Développement économique durable* qui constitue le principal facteur de la dégradation de la *Gouvernance globale* au cours des cinq dernières années.

Dix-huit pays - un sur trois pays africains - réalisent en 2017 un score de gouvernance moindre qu'il y a dix ans. Même si certains pays commencent à inverser leur tendance négative, la grande majorité (12) n'y parvient pas. Certains - Guinée équatoriale, Libye, République démocratique du Congo - figurent parmi les dix pays les moins performants en termes de *Gouvernance globale* en 2017, et leur détérioration s'est aggravée au cours de ces cinq dernières années. Le déclin accéléré enregistré en matière de *Sécurité et État de droit* est un facteur commun à ces trois pays. Mais ces tendances alarmantes ne concernent pas seulement les pays à faible performance. Trois des cinq pays les plus performants enregistrent aussi une détérioration de leur niveau de *Gouvernance globale* sur la décennie qui n'a cessé d'empirer au cours des cinq dernières années : Maurice (- 0,7), Cabo Verde (- 0,8) et le Botswana (- 3,7).

Les pays africains divergent de façon croissante

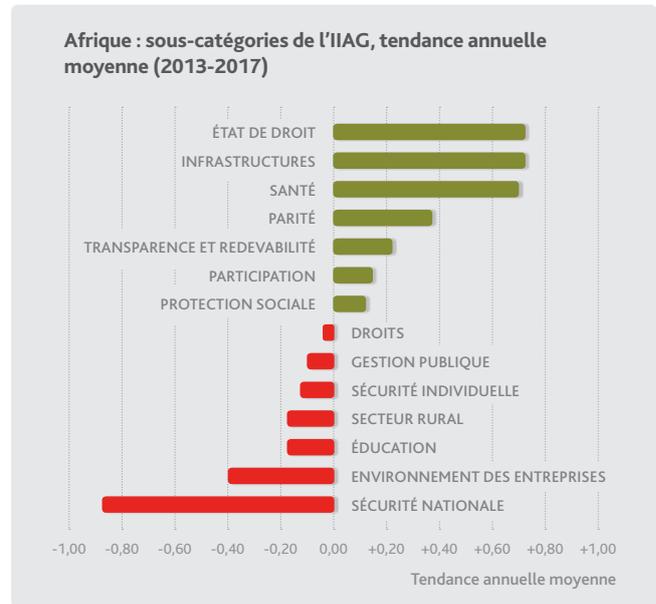
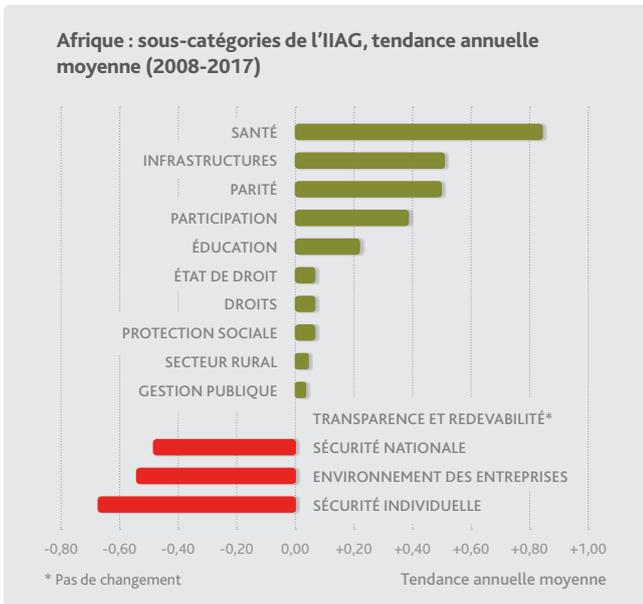
Bien qu'en 2017 l'écart entre le score de *Gouvernance globale* le plus élevé (Maurice) et le plus bas (Somalie) soit le plus faible depuis dix ans, les disparités entre les scores des différents pays sont de plus en plus marquées. Alors que dans les premières années de la décennie les pays étaient davantage concentrés autour du score moyen de l'Afrique, ils se sont dispersés au cours des dix dernières années. Depuis 2015, 18 pays ont affiché leur pire performance de la décennie en matière de *Gouvernance globale*, tandis que 28 autres ont réalisé leur meilleure performance, soulignant les écarts sur le continent.



Des signaux d'alerte de plus en plus forts avec certaines dimensions clés de la gouvernance amorçant un déclin

Sur la dernière décennie seulement trois des 14 sous-catégories qui composent l'IAG enregistrent une dégradation moyenne : *Sécurité individuelle* (- 6,1), *Environnement des entreprises* (- 4,9) et *Sécurité nationale* (- 4,4).

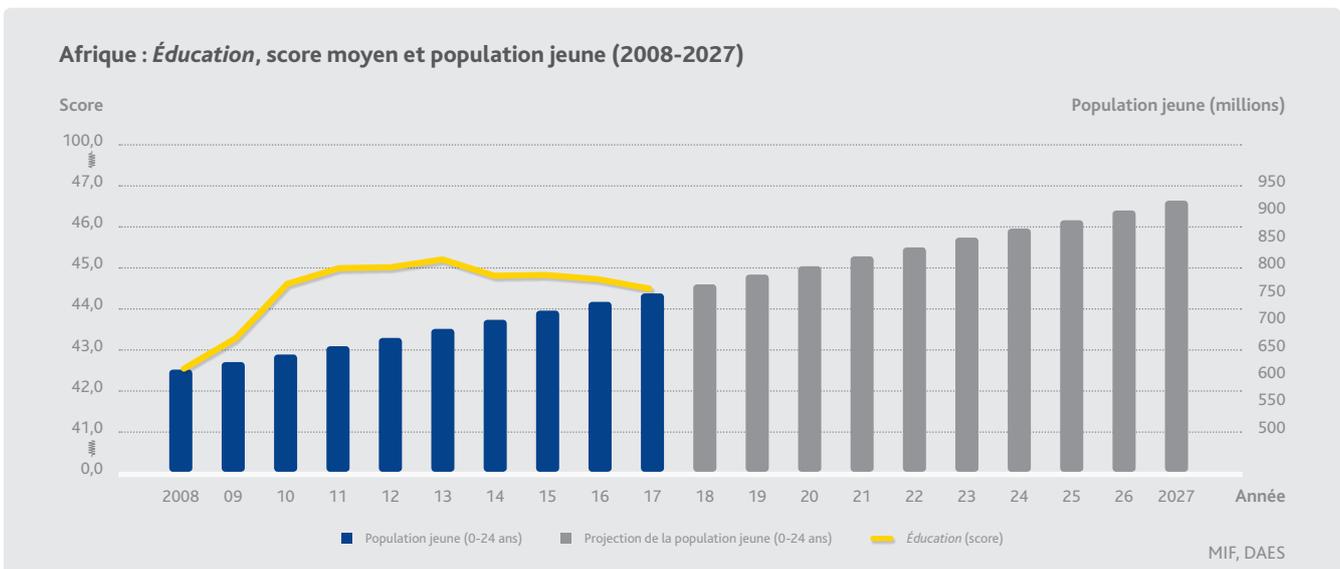
Mais l'essoufflement récent du progrès dans certains domaines clés est préoccupant. Outre les dimensions mentionnées, quatre sous-catégories supplémentaires ont amorcé une dégradation au cours des cinq dernières années : *Droits*, *Gestion publique*, *Secteur rural* et *Éducation*. En conséquence, entre 2013 et 2017, la moitié des 14 sous-catégories de l'IAG sont en net recul.



Les progrès de gouvernance à la traîne par rapport à la croissance démographique et aux attentes de la jeunesse

Au cours des dix dernières années, la population du continent s'est accrue de + 26,0 %. Alors qu'en 2017 elle atteint 1,25 milliard d'individus, dont 60,0% ont moins de 25 ans, le score en matière d'Éducation pour la même année n'est que de 44,5 (sur 100,0), soit un déclin de - 0,7 points par rapport à son score maximum atteint il y a cinq ans. Ces signaux d'alerte récents sont préoccupants, même si, sur la décennie écoulée, le score moyen en matière d'Éducation progresse. Si les taux de scolarisation ont effectivement augmenté, le ralentissement enregistré récemment est tiré par la baisse au cours des dix dernières années des indicateurs *Satisfaction publique en matière de services éducatifs*

(- 9,0) et *Qualité du système éducatif* (- 3,3), et empiré par la dégradation de l'indicateur *Harmonisation du système éducatif avec les besoins du marché*, qui a perdu - 0,8 point sur les cinq dernières années. Actuellement, la qualité de l'enseignement n'est pas à la hauteur de la demande croissante en matière d'enseignement et d'emploi. Les scores de l'Éducation se sont dégradés pour la moitié des pays du continent (27) au cours de ces cinq dernières années, ce qui signifie que pour plus de la moitié de la population africaine (51,5 %), les résultats en matière d'éducation sont en net recul.



Les progrès conséquents accomplis dans le domaine de la *Santé* contribuent à la croissance démographique. La *Santé* est la sous-catégorie la plus améliorée de l'IIAG au cours de la décennie écoulée, avec les indicateurs *Traitement antirétroviral* (+ 36,3), *Absence de mortalité infantile* (+ 15,5) et *Absence de maladies contagieuses* (+ 7,3) affichant les meilleures progressions de tout l'IIAG. Toutefois, la

baisse de l'indicateur mesurant la *Satisfaction publique en matière de services de santé de base* (- 6,7) révèle que, en moyenne, les citoyens du continent sont de moins en moins satisfaits des services de santé de base délivrés par leurs gouvernements. Si la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière de santé ont été atteints, avec l'appui des partenaires internationaux, l'écart actuel entre l'opinion des citoyens sur la *Santé* et l'amélioration des indicateurs mentionnés met le doigt sur l'insuffisance des politiques menées en matière d'infrastructures sanitaires et de personnels de santé, les indicateurs disponibles ne portant que sur la mesure de l'amélioration des OMD précédents.

Les attentes pesant sur les gouvernements en matière d'insertion socio-économique de la jeunesse s'alourdissent. La majorité des pays d'Afrique n'ont pas réussi à améliorer l'indicateur *Mesures en faveur de l'insertion socio-économique des jeunes*, voire ont enregistré une détérioration, conduisant à un recul moyen sur le continent de - 2,3 points sur les dix dernières années. Cette mesure, ainsi que celle de *l'Insertion sociale* - l'un des cinq indicateurs les moins performants (23,5) du continent, enregistrant un recul de - 3,6 points au cours des dix dernières années - ralentit la progression en matière de *Protection sociale*, malgré les importantes améliorations réalisées en matière d'*Absence de pauvreté vécue* (+ 6,9) et de *Politiques et services sociaux* (+ 6,8).

Le rétrécissement de l'espace de la société civile mine les progrès en matière de *Participation et Droits humains*

La dimension *Participation et Droits humains* (+ 2,9) a bien progressé au cours des dix dernières années, entraîné par les progrès conséquents réalisés en matière de *Participation et Parité*. En particulier, le score moyen du continent en matière de *Parité* (+ 4,5) n'a cessé de s'améliorer d'année en année depuis 2008. *Participation* (+ 3,5) est l'une des sous-catégories de l'IIAG qui a le plus progressé, tirée par l'indicateur *Élections démocratiques* (+ 6,1). Toutefois, la progression reste limitée par le rétrécissement du champ d'action reconnu à la société civile. Le score moyen de l'indicateur *Participation de la société civile* (- 0,4) a régressé depuis 2008 tandis que, dans la sous-catégorie *Droits*, la légère progression de ces dix dernières années (+ 0,6) est menacée par la détérioration des tendances en matière de *Libertés d'association et de réunion* (- 5,5), de *Droits et libertés individuels* (- 4,0) et de *Liberté d'expression* (- 3,4).

La croissance économique conséquente de la dernière décennie ne s'est pas traduite par une progression du *Développement économique durable*

Au cours de la décennie écoulée, marquée par la forte croissance économique du continent, la progression moyenne de l'Afrique en matière de *Développement économique durable* pour ses citoyens s'avère quasi nulle. Le score moyen de 2017 dans ce domaine (44,8) est à peine supérieur à celui enregistré il y a dix ans, en 2008 (+ 0,1 point seulement, soit une croissance de 0,2%), tandis que, sur la même période, le Produit intérieur brut (PIB) du continent a enregistré une croissance de 39,7 %. Près de la moitié (43,2 %) des citoyens du continent vivent dans l'un des 25 pays où le *Développement économique durable* a régressé au cours des dix dernières années. Nombre de gouvernements ont échoué à convertir la croissance économique de leur pays en *Développement économique durable* pour leurs citoyens.

Afrique : *Développement économique durable*, tendance moyenne, et croissance du PIB, % (2008-2017)

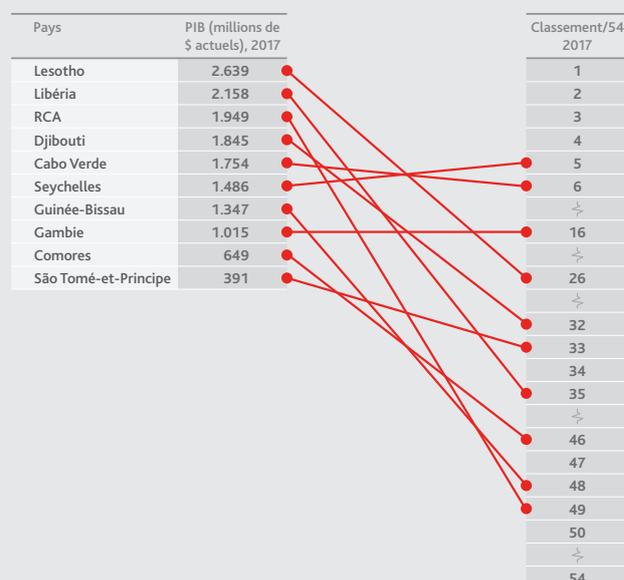


La corrélation entre le PIB d'un pays et son score en matière de *Développement économique durable* est faible. En 2017, quatre des dix pays ayant le PIB le plus élevé du continent ont obtenu un score inférieur à la moyenne africaine en matière de *Développement économique durable* et se classent dans la moitié inférieure du continent : Algérie, Angola, Nigéria, Soudan. En revanche, Cabo Verde et les Seychelles, respectivement 6^e et 5^e économies les plus petites du continent, réalisent les 6^e et 5^e meilleurs scores les plus élevés en matière de *Développement économique durable*.

Afrique : dix premiers pays en termes de PIB et leur classement en Développement économique durable



Afrique : dix derniers pays en termes de PIB et leur classement en Développement économique durable



L'absence de progrès significatifs en matière de *Développement économique durable* est notamment liée à l'ampleur du déclin en termes d'*Environnement des entreprises* (- 4,9 points). Dans un contexte où l'on s'attend à une croissance de + 27,9 % de la population du continent en âge de travailler (15-64 ans) sur les dix prochaines années, la détérioration de l'*Environnement des entreprises* est alarmante. Le score moyen du continent en 2017, soit 41,1, est le pire de la décennie pour cette sous-catégorie et souligne la faiblesse structurelle d'un grand nombre de pays pour ce qui est de l'offre d'emplois décents à une population en âge de travailler toujours plus nombreuse. La *Satisfaction publique concernant la création d'emplois*, qui évalue dans quelle mesure la population est satisfaite de la création d'emplois par le gouvernement, figure parmi les indicateurs qui obtiennent les scores les plus faibles de la catégorie *Développement économique*

durable ; en moyenne, cet indicateur a perdu - 3,1 points depuis 2008, ce qui souligne la performance insuffisante des gouvernements africains en matière de création d'emplois.

Deux dimensions clé, le *Secteur rural* (+ 0,3) et la *Gestion publique* (+ 0,2), n'ont pas non plus réalisé de progrès significatifs. Certes, des progrès plus rapides ont été enregistrés au cours des cinq dernières années en matière de *Développement économique durable*, mais ils restent très marginaux et s'expliquent uniquement par l'amélioration des *Infrastructures* (+ 2,9) au cours des cinq dernières années, bien que le niveau de l'indicateur *Fiabilité du réseau électrique* reste préoccupant. Les progrès réalisés recouvrent en outre d'importantes disparités entre pays, 27 d'entre eux ayant enregistré une progression au cours de la décennie, et 25 une régression.

Des gains encourageants en matière d'*État de droit* et de *Transparence et Redevabilité*, mais cette dernière reste la sous-catégorie la moins performante de l'IAG

Le continent reste marqué par un déclin continu de la catégorie *Sécurité et État de droit* depuis 2008 (- 2,5 points), entraîné par un déclin croissant en matière de *Sécurité individuelle*, qui enregistre la plus forte dégradation moyenne (- 6,1) des 14 sous-catégories de l'IAG, ainsi que de *Sécurité nationale* (- 4,4). Les scores moyens pour 2017 en matière de *Sécurité individuelle* (46,2) et de *Sécurité nationale* (75,1) sont les plus faibles de la décennie écoulée. Les dégradations les plus fortes depuis 2013 sont enregistrées dans les indicateurs *Absence de troubles sociaux* (- 14,8), *Perception publique de la sécurité individuelle* (- 10,8), *Non-implication de l'État dans un conflit armé* (- 13,2) et *Absence de violence contre la population civile par acteurs non-étatiques* (- 11,9). Ceux-ci

figurent parmi les dix indicateurs ayant subi les plus fortes dégradations en moyenne sur le continent entre 2008 et 2017.

Des signes encourageants apparaissent toutefois. Au cours des cinq dernières années, plus de la moitié des pays (28) ont réussi à améliorer leurs résultats (contre seulement 19 sur la dernière décennie). Les progrès réalisés en matière d'*État de droit* et de *Transparence et Redevabilité* au cours des cinq dernières années amorcent la hausse du score moyen africain en matière de *Sécurité et État de droit*. En moyenne, la sous-catégorie *État de droit* est celle qui a le plus progressé au cours des cinq dernières années de tout l'IAG (avec la sous-catégorie *Infrastructures*).

Il s'agit là d'une évolution essentielle, dans la mesure où les résultats de l'IAG confirment que l'*État de droit* et la *Transparence et Redevabilité* font partie des principaux moteurs de la gouvernance publique. Néanmoins, il reste beaucoup à faire, en particulier en matière de *Transparence et Redevabilité*, qui reste la sous-catégorie la moins performante de l'IAG.

Conclusion : les facteurs clés de la performance en matière de gouvernance publique résident dans une approche équilibrée de toutes les dimensions de la gouvernance, ainsi qu'une attention particulière aux questions de redevabilité, de droits des citoyens et de protection sociale

L'IAG mesure la performance en matière de gouvernance par l'intermédiaire d'indicateurs spécifiques portant sur un vaste éventail de sujets, les mêmes indicateurs étant appliqués à tous les pays. L'IAG ne prend en considération ni la population, ni le PIB, ni les indicateurs démographiques ou d'autres variables exogènes. Ces différents facteurs, qui distinguent de façon importante les 54 pays évalués par l'IAG, sont plus ou moins liés aux performances en matière de gouvernance, mais plutôt moins. En particulier, le PIB et la population ne présentent qu'une corrélation très faible avec les performances de la gouvernance.

Certains facteurs de l'IAG ont une corrélation particulièrement marquée avec le niveau de performance globale en matière de gouvernance. Parmi les 14 sous-catégories de l'IAG, *État de droit* ($r = 0,92$) et *Transparence et Redevabilité* ($r = 0,92$) sont celles qui présentent les relations les plus étroites avec les scores de gouvernance. Sept des dix pays ayant obtenu les meilleurs résultats en matière de *Gouvernance globale* figurent également parmi les dix premiers dans ces deux sous-catégories, ce qui suggère que le renforcement des institutions constitue le préalable à des scores de gouvernance élevés.

En outre, des scores élevés en matière de *Transparence et Redevabilité* sont étroitement liés à des scores élevés dans des domaines qui doivent progresser, comme le *Développement*

économique durable ($r = + 0,89$) et, en particulier, dans la sous-catégorie *Environnement des entreprises* ($r = + 0,84$). Des scores faibles de *Transparence et Redevabilité* ont tendance à se traduire par un faible *Développement économique durable* pour les citoyens.

Les indicateurs affichant les relations les plus fortes avec les scores de gouvernance se répartissent sur les quatre catégories de l'IAG, ce qui confirme la nécessité d'une approche globale et équilibrée à toutes les dimensions de la gouvernance. La Côte d'Ivoire est le seul pays de l'Indice à avoir amélioré sa performance dans chacune des 14 sous-catégories et quatre catégories de l'IAG, et c'est aussi le pays qui réalise la meilleure progression de la décennie. C'est aussi le premier pays et le deuxième à avoir le plus progressé, respectivement, en matière d'*État de droit* et de *Transparence et Redevabilité*.

Les facteurs les plus étroitement liés aux scores de gouvernance sont ceux qui sont centrés sur les citoyens, soit les droits de propriété, les droits et libertés individuels, la redevabilité gouvernementale, un service public efficace, ainsi que des politiques de protection sociale et axés sur l'environnement. Des scores élevés dans les indicateurs qui mesurent ces dimensions constituent les facteurs les plus courants parmi les pays ayant obtenu les meilleurs scores en termes de *Gouvernance globale*.

Afrique : indicateurs affichant les plus fortes corrélations avec la *Gouvernance globale*

IAG indicateur

Sous-catégorie	Indicateur	r
État de droit	Droits de propriété	+0,92
Droits	Droits et libertés individuels	+0,87
Transparence et Redevabilité	Sanctions pour abus de pouvoir	+0,85
Gestion publique	Efficacité de la fonction publique	+0,85
Infrastructures	Infrastructures de transport	+0,83
État de droit	Indépendance de la justice	+0,83
Protection sociale	Filets de protection sociale	+0,83
Protection sociale	Politique environnementale	+0,82
Protection sociale	Protection de l'environnement	+0,81
Protection sociale	Politiques de l'emploi et de la protection sociale	+0,81
Transparence et Redevabilité	Absence de corruption au sein du secteur public	+0,80
Transparence et Redevabilité	Redevabilité du gouvernement et des agents publics	+0,80
Gestion publique	Gestion budgétaire et financière	+0,80
Participation	Compétence des agences de contrôle des élections	+0,80
Parité	Émancipation politique des femmes	+0,79
Parité	Promotion de l'égalité entre les sexes	+0,79
État de droit	Accès à la justice	+0,79
Gestion publique	Système statistique public	+0,79
Protection sociale	Politiques et services sociaux	+0,78
Transparence et Redevabilité	Absence de corruption au sein du secteur privé	+0,78

Afrique : sous-catégories affichant les plus fortes corrélations avec la *Gouvernance globale*

IAG sous-catégorie

Sous-catégorie	r
TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ	+0,92
ÉTAT DE DROIT	+0,92
PROTECTION SOCIALE	+0,87
DROITS	+0,86
ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	+0,83
SÉCURITÉ INDIVIDUELLE	+0,81
INFRASTRUCTURES	+0,80
ÉDUCATION	+0,80
GESTION PUBLIQUE	+0,80
PARTICIPATION	+0,78
SECTEUR RURAL	+0,76
SÉCURITÉ NATIONALE	+0,72
PARITÉ	+0,70
SANTÉ	+0,68

r = coefficient de corrélation (sur 1,00)

